



**SESSION 2002**

**ÉCONOMIE**

1/2

Durée : 3 heures – Coefficient : 1

*Aucun document ni aucun matériel ne sont autorisés.  
En conséquence, tout usage d'une calculatrice est **INTERDIT** et constituerait une **fraude**.*

**I. COMMENTAIRE D'UN TEXTE**

Vous disposez du texte joint en *annexe* :

« La croissance a été plus soutenue que prévu au troisième trimestre ».

À partir de ce **texte** et de vos **connaissances**, vous montrerez, dans un développement construit, quels sont les moteurs de la croissance d'une économie et vous essaierez de préciser ce qui peut entraver cette croissance.

**II. QUESTIONS**

1. Quels sont les différents besoins de financement de l'entreprise ?
2. Qu'est-ce que le budget de l'État ?  
Quelles en sont les différentes composantes ?

**BARÈME**

Commentaire d'un texte (12 points)  
Première question (4 points)  
Deuxième question (4 points)

Tournez la page SVP

## La croissance a été plus soutenue que prévu au troisième trimestre

C'est désormais certain. La croissance en 2001 sera d'au moins 2,1 %, conformément aux dernières prévisions de l'Insee et du gouvernement. Les chiffres du troisième trimestre, publiés vendredi 23 novembre, par l'institut de la statistique, permettent de l'affirmer. Entre juillet et septembre, le produit intérieur brut (PIB) a progressé de 0,5 %, ce qui donne à la France un acquis de croissance, fin septembre, de 2,1 %. Après un premier trimestre où la hausse du PIB avait atteint 0,4 % et un deuxième trimestre où elle avait plafonné à 0,2 %, selon les chiffres révisés de l'Insee, ces nouvelles données marquent sans conteste une accélération de l'activité. L'Insee n'avait d'ailleurs pas anticipé un tel redémarrage, puisque ses experts prévoyaient, dans leur point de conjoncture d'octobre, une croissance limitée à 0,3 % au troisième trimestre.

Cet été, les Français ont consommé. Tous azimuts. Leurs achats ont littéralement bondi, de 1,2 %, ce qui représente une progression en rythme annuel de près de 5 %. Personne ne s'attendait à de telles dépenses. Il faut dire que les salaires ont été plus dynamiques que prévu, ce qui a alimenté le pouvoir d'achat des salariés. Les entreprises ont continué à créer des emplois, même si elles l'ont fait à un rythme nettement inférieur à celui de 2000. Et de nombreux accords de modération salariale signés à l'occasion du passage aux 35 heures sont arrivés à terme. Certaines entreprises ont dû desserrer les contraintes salariales.

De plus, la « bouffée d'inflation » qui avait entamé le pouvoir d'achat au deuxième trimestre a disparu : les prix du pétrole et ceux des produits alimentaires, que les inondations avaient fait augmenter, ont retrouvé un rythme de progression plus supportable pour les consommateurs. Le versement par l'État de la première prime pour l'emploi, fin août-début septembre, a sans doute soutenu la consommation des salariés les plus modestes. Enfin, certains se demandent si l'approche du passage à l'euro n'a pas incité à la dépense : selon la Banque de France, les Français auraient ainsi, depuis le début de l'année, sorti quelques 62 milliards de francs de leurs bas de laine. Malgré le dynamisme de la consommation des ménages, les entreprises, elles, ont réduit leurs investissements, de 0,2 % au troisième trimestre, après les avoir quasiment stabilisés au deuxième trimestre. La situation internationale et le ralentissement mondial les plongent sans aucun doute dans un certain attentisme, qui les pousse à repousser leurs décisions d'investissement en attendant de voir ce que leur réservent les prochains mois.

Pour l'heure, comme l'a montré la dernière enquête de l'Insee sur le sujet (*Le Monde* du 18-19 novembre), elles sont inquiètes : elles prévoyaient en octobre que leurs investissements augmenteraient de 3 % en 2001, contre 6 % en avril, et qu'ils reculeraient de 4 % en 2002. Dans ce contexte, elles ne se contentent pas de réduire leurs dépenses. Elles déstockent également, et pèsent ainsi sur la croissance.

Du côté des exportations, les nouvelles ne sont pas bonnes. Celles-ci ont diminué de 1,5 % au troisième trimestre. Comme les importations ont tout autant reculé, du fait du ralentissement de la demande des entreprises, le commerce extérieur est globalement neutre pour la croissance.

Le gouvernement ne manquera pas de souligner que ces bonnes nouvelles du troisième trimestre confirment son scénario de cet été, qui prévoyait un redémarrage de l'économie dès le deuxième semestre. Mais, entre-temps, il y a eu les attentats de New York et de Washington, le 11 septembre. Et même s'il est aujourd'hui trop tôt pour dire quelles seront leurs conséquences sur l'économie française, ils ont déjà précipité la récession aux États-Unis et aggravé la crise en Allemagne.